

Mobiliser les expertises citoyennes et associatives

FICHE 1



Avoir une connaissance approfondie d'un dossier permet de trouver les arguments pour défendre votre position. Cela implique nécessairement de s'entourer d'experts pour mettre au jour les incohérences ou le greenwashing des projets combattus et, un point à ne pas oublier : présenter des alternatives.

A SE FAMILIARISER AVEC LES DOCUMENTS DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

S'il y a consultation, les premières expertises disponibles sont bien sûr dans le dossier mis à l'enquête publique. Avec les études géologiques, hydrauliques, qualité de l'air, le bruit... (attention toutefois, ces études sont financées par les porteurs de projet, elles peuvent être biaisées, voire très complaisantes), vous trouverez les avis des services de l'Etat concernés comme l'Autorité environnementale (MRAE), l'Agence Régionale de Santé (ARS), l'agence de l'eau (AESN), le Conseil national de la protection de la nature (CNP) etc.... Ne pas oublier de consulter les contributions, il y a souvent des analyses très pertinentes de personnes qualifiées.

Pensez à consulter les enquêtes sur des dossiers analogues : un porteur de projet peut indiquer l'absence de pollution dans l'air alors que dans un autre dossier sur le même secteur, l'Autorité environnementale avait donné tous les éléments sur l'existence d'une pollution de l'air.

B IDENTIFIER LES EXPERTISES ASSOCIATIVES

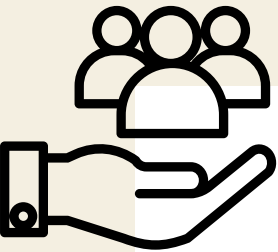
Dans chaque association, il y a des experts (architectes, urbanistes, paysagistes...). Il faut donc les recenser et les faire travailler ensemble, car les dossiers à étudier sont de plus en plus conséquents et complexes. Il faudra aussi en chercher chez d'autres associations. S'ils ne le font pas forcément au nom de leur association, des experts comme ceux de la LPO ou de cabinets d'environnement apportent volontiers leur savoir-faire à titre amical. Faire appel à ce « réseau informel » associatif est très important. Et couvrant un domaine plus large, vous avez aussi des Experts métiers bénévoles au service des associations :

www.passerellesetcompetences.org/associations
. Enfin, vous pouvez faire des appels à bénévoles spécialistes (en communication, en droit...), en postant une annonce sur la plateforme «Jeveuxaider.gouv.fr» par exemple.

C CHERCHER LES EXPERTISES DES PARLEMENTAIRES ET AUTRES SERVICES DE L'ETAT

Assemblée nationale et Sénat :

- Des dizaines de rapports très détaillés (chiffres, analyses, auditions) sont disponibles sur leurs sites Internet. Par exemple : Sénat
- Transport de marchandises face aux impératifs environnementaux (mai 2021); Assemblée nationale
- Lutter contre les plastiques dangereux pour l'environnement et la santé (septembre 2022). Il faut aussi consulter le travail des Groupes d'études parlementaires thématiques qui disposent, au Sénat et à l'Assemblée nationale d'une reconnaissance officielle et dépendent d'une Commission (à ne pas confondre avec les clubs qui sont souvent un outil de lobbying) ...



N'hésitez pas à contacter les signataires des rapports et les membres des groupe d'études pour obtenir des renseignements complémentaires, les documents de travail mais aussi une lettre de soutien (ex : lettre d'un député en soutien d'une association pour faire sortir des écoliers de locaux amiantés à Vernouillet, dans les Yvelines)

C'est aussi un moyen de trouver un député ou sénateur pour une QPC (La question prioritaire de constitutionnalité) ou poser une question aux ministres, obtenir un RDV avec les ministères etc... Faire cette démarche est donc judicieux mais elle doit être bien réfléchi et ne pas en abuser.

Autres services de l'Etat :

Ils sont nombreux à produire de l'information et des rapports détaillés.

La liste serait longue. Un exemple, celui de la Santé : Ministère, ORS (Observatoire régional de Santé), INSERM, ANSES, ... De nombreuses données (chiffres, analyses, outils, cartographies) sont regroupées dans l'Observatoire des Territoires (<https://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr>). Partez à la pêche ! Et si vous êtes intéressé par des données brutes ou des analyses très poussées, le site data.gouv.fr regroupe des milliers de données et de travaux par thème (urbanisme, énergie, santé...).

Pensez-aussi à la Région, au département, aux intercommunalités et aux communes dont certains services sont à la disposition des habitants comme le service Urbanisme.

PENSEZ AUX EXPERTISES UNIVERSITAIRES



D Ne pas oublier tout le travail universitaire comme ceux de Jacqueline Lorthiois, membre de FNE Ile-de-France (ne pas n'oublier de les prévenir et de les citer). Les auteurs seront à même de vous communiquer des ressources complémentaires.

Vous avez aussi la possibilité de faire appel à des étudiants. Ainsi l'ADIV-Environnement a bénéficié de l'aide de deux étudiantes en architecture dont le projet de fin d'étude consistait à trouver un aménagement en bord de Seine, alternatif à un projet de Marina avec 600 logements. Alors n'hésitez pas à regarder le contenu des masters et à contacter les maitres de stage : pourraient être intéressés par votre sujet, et leurs étudiants vous aider à produire un projet alternatif.

RAPPROCHEZ-VOUS D'EXPERTS JURIDIQUES



E - Sur ce point aussi, les services de l'Etat peuvent vous donner des renseignements précieux sur les procédures. N'hésitez pas à contacter les greffes des tribunaux et aussi les services juridiques comme celui de l'agence de l'eau, de l'ADEME ou de la DRAC (consultez les organigrammes sur internet).

- Si le juridique peut sembler un domaine très technique, il n'en demeure pas moins que des analyses faites par les cabinets d'avocats sont en libre accès et peuvent vous donner des éléments d'analyse (ex : consultation.avocat.fr - "covisibilité d'un projet avec des bâtiments remarquables").

- Pensez aussi aux consultations juridiques. Dépenser de 50 à 250 € pour 1h30/2h heures peut parfois s'avérer efficace sachant également que certains avocats peuvent le faire gratuitement.

- Les fédérations départementales de France Nature Environnement sont souvent de bon conseil en matière juridique. En tant qu'association adhérente, vous pouvez les solliciter, et en cas de besoin, elles solliciteront le juriste salarié de FNE Ile-de-France.

- On tombe parfois sur des ressources d'expertises inattendues. Aussi, allez voir les vidéos sur YouTube sur des thèmes comme « vocabulaire juridique », « déclaration utilité publique », « Puis-je couper des arbres sur un terrain ? » etc.

- La Foires Aux Questions du site FNE Île-de-France donne des indications importantes sur les démarches, tout comme les fiches disponibles sur Sentinelles de la nature.